

# Au Mali, des élections présidentielles sous haute tension

Mali Elles se tiendront dimanche sur fond de fraude et de conflit communautaire.

Première échéance électorale avant un éventuel second tour et les élections législatives prévues au mois de novembre, le premier tour des élections présidentielles, dimanche 29 juillet, cristallise les tensions entre majorité et opposition.

L'Union pour la république et la démocratie (URD) de Soumaïla Cissé, principal opposant, accuse le président sortant candidat à sa propre succession, Ibrahim Bou-bacar Keïta d'une "vaste tentative de fraude" électorale. En cause, la découverte de nombreuses incohérences entre le fichier audité en avril dernier par un Comité d'experts nationaux et de l'Organisation internationale de la Francophonie et la version électronique mise en ligne le 4 juillet par la Direction générale des élections, selon Tiébilé Dramé, le directeur de campagne de Soumaïla Cissé.

Des accusations rejetées par les autorités comme une simple "erreur informatique" mais qui viennent ajouter au climat déjà tendu dans lequel se déroulent ces élections.

*"Les fraudes ne représentent pas un risque*

*important en tant que tel, je ne pense pas qu'elles puissent totalement remettre en question le scrutin", estime Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré, chargé de cours à l'Inalco et spécialiste du Mali. "Je pense que le manque de participation des électeurs maliens est un risque plus grand."*

## Djihadisme et milices armées

Le pays, en proie à des violences intercommunautaires, principalement entre éleveurs peuls et cultivateurs dogons, est également la cible de groupes djihadistes qui s'étendent depuis le nord vers le centre et le sud du Mali. *"Le climat général d'insécurité a rendu très difficile l'organisation d'une campagne présidentielle sereine. La violence est telle, l'absence de l'Etat aussi, que l'on n'arrive pas à avoir la consultation dont on aurait besoin",* déplore Alpha Oumar Ba-Konaré.

Le gouvernement actuel est tenu responsable de l'échec des accords de paix d'Alger signés en 2015 et de son incapacité à assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire. *"L'armée malienne n'est pas prête du tout à assurer la sécurité des Maliens, non seulement en termes d'effectif, mais aussi en termes d'entraînement et de discipline",* détaille le spécialiste.

Malgré un bilan vivement contesté, le président Keïta reste favori, bénéficiant des ressources qu'autorise son statut d'actuel président, et espère ainsi remporter

la victoire dès le premier tour. Il bénéficie également d'une popularité certaine en milieu rural où l'accès au discours politique de l'opposition est plus limité.

## Une stabilisation progressive

Le nouveau pouvoir politique issu des urnes devra continuer les pourparlers avec les groupes armés, responsables de centaines de morts depuis le début de l'année selon l'Onu. Des tensions intercommunautaires qu'André Bourgeot, directeur de recherche au CNRS, explique par la "compétition pour l'accès aux ressources naturelles dans un contexte de crise généralisée où l'Etat est particulièrement absent". Une situation exacerbée par le dérèglement climatique avec le niveau historiquement bas du fleuve Niger, l'implication des djihadistes et la multiplicité des acteurs qui rendent difficile le processus de négociation.

Selon Alpha Oumar Ba-Konaré, la sécurisation du Mali passera par un appui des partenaires internationaux et une redéfinition du mandat de la Minusma, la mission des Nations unies au Mali.

Pour André Bourgeot, le processus de restauration de l'autorité de l'Etat doit passer par une implication et une mobilisation du peuple malien. *"Ce ne sont pas les élections en soi qui vont résoudre les problèmes politiques et économiques auxquels le pays est confronté, remarque le chercheur. Tout reposera sur une volonté politique de faire fonctionner normalement les institutions, à condition de s'appuyer sur le peuple malien."*

Samuel Grimonprez (st.)